

Faire de la MONDIALISATION un ATOUT plutôt qu'un épouvantail



La mondialisation touche aujourd'hui tous les domaines de la vie quotidienne. Chacun a le sentiment de subir des transformations qui sont à la fois facteurs de progrès et source d'inquiétude. Cette mondialisation est généralement assimilée aux mutations ultralibérales de l'économie, et notamment aux pertes d'emploi dues aux délocalisations des entreprises françaises à l'étranger. Le Forum des Républicains Sociaux souhaite lutter contre les dérives du système économique mondialisé, en proposant de profondes adaptations en France, en Europe, mais aussi au niveau international. Afin d'infléchir la globalisation sans pour autant remettre en cause la liberté d'entreprendre nécessaire au développement.

Depuis la fin des années 80, le processus de mondialisation aussi appelé « globalisation » s'est accéléré en raison de **facteurs politiques, économiques et technologiques**. **Facteurs politiques** tels que la disparition de l'empire soviétique et de l'idéologie communiste et l'intégration européenne. **Economiques**, du fait du développement des marchés financiers et de la libéralisation des échanges. **Technologiques** enfin, comme Internet, qui ont permis le développement des échanges immatériels. C'est avec enthousiasme tout d'abord qu'a été accueilli le processus de la mondialisation, gage de progrès pour tous. Puis ce regard positif s'est peu à peu transformé en un regard critique à tel point que **les dénonciations de certaines dérives du système économique mondialisé ont acquis une véritable légitimité**. Sans remettre en cause le nécessaire dynamisme économique que rend possible la liberté des entreprises, **l'économie de marché doit effectivement demeurer au service de l'homme** et non l'inverse.

Les effets bénéfiques de la mondialisation

L'équation de départ du système économique mondialisé fondé sur le libre échange est le principal facteur de la croissance. **Dans les pays développés, la mondialisation permet de**

pénétrer de nouveaux marchés lorsque les marchés nationaux sont saturés. Ce phénomène est donc favorable aux pays riches mais également aux pays « émergents », qui rejoignent progressivement le groupe des pays développés. C'est le cas de la Chine, de l'Inde, du Brésil et ce fut le cas auparavant du Japon et de Taiwan qui bâtirent leur développement sur l'exportation. La majorité des populations de ces pays appartiennent désormais aux classes moyennes selon les critères des Nations Unies. Certains indicateurs révèlent un développement qui dépasse le seul critère économique : recul de l'illettrisme, augmentation de l'espérance de vie, etc.

Les excès de la mondialisation

Pourtant, les théories économiques qui sous-tendent la libéralisation des échanges sont contestées. En effet, ces doctrines ne tiennent pas leurs promesses : la pauvreté augmente de façon significative. Ainsi, la Banque Mondiale estime qu'entre 1990 et 1998, **le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour a augmenté de 100 millions**.

Le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et le Trésor américain ont orchestré la mondialisation selon une doctrine appelée le « Consensus de Washington ». Ce dernier s'articule autour de certains axes : la libéralisation accrue des marchés, notamment des marchés financiers, une politique de rigueur budgétaire et monétaire et un recul drastique des interventions de l'Etat. Selon plusieurs experts, **le Consensus de Washington a échoué dans sa tentative de tirer les pays en retard sur la voie du développement**. Le FMI en particulier est au centre de la critique : il est accusé d'imposer à tous une doctrine ultralibérale. Aujourd'hui, il est communément admis que

les pays qui ont bénéficié de la mondialisation sont ceux qui ont su résister aux injonctions du FMI, c'est-à-dire ceux qui étaient assez puissants pour ne pas en être dépendants, comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil. Les autres ont vu leur économie dévastée ainsi que leur situation sociale affaiblie. Du reste, au XIX^e siècle, **tant les Etats-Unis que la Grande-Bretagne se sont entourés de barrières douanières**, jusqu'à ce qu'ils soient assez forts pour affronter la concurrence.

Le problème des délocalisations tend parfois à être minimisé, alors qu'un rapport du Sénat révèle que ce phénomène est plus important encore qu'il n'y paraît.

Le corollaire de la mondialisation est le passage à un capitalisme financier. Les conséquences sont nombreuses. La plus voyante est la course aux rendements, avec **un critère de 15% de rentabilité des capitaux investis, au détriment d'un équitable partage entre profits et salaires**, ce qui a entraîné une puissance accrue des actionnaires. Surtout, nous sommes entrés **dans un capitalisme sans projet** : les entreprises ne misent plus sur le long terme et les profits supplémentaires dégagés ne sont guère réinvestis. Que ce soit aux USA, en Allemagne ou en France, **les taux d'investissement ont légèrement chuté tandis que les taux d'autofinancement n'ont jamais été aussi élevés**.



Faire de la MONDIALISATION un ATOUT plutôt qu'un épouvantail

Bertrand de Kermel, Président du Comité Politique et Pauvreté, Secrétaire national Pauvreté du FRS, préconise la prise en compte des critères de développement dans l'évaluation de la globalisation.

1/ D'après le FMI, la mondialisation est « l'interdépendance économique de l'ensemble des pays du monde, provoquée par l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontalières de biens et services, ainsi que des flux internationaux de capitaux, en même temps que la diffusion accélérée et généralisée de la technologie ».

2/ Les bienfaits de la mondialisation reposent sur une équation simple : l'échange profite aux deux parties et les importations des uns sont les exportations des autres. Le PIB mondial a progressé en moyenne de 2,5% par an en 25 ans et le commerce international de 5% par an.

3/ Le terme « mondialisation » possède une forte charge émotive et idéologique. Certains y voient un processus bénéfique et irréversible qui contribuera de façon décisive au développement économique mondial. D'autres y sont hostiles et le redoutent, l'associant aux inégalités, à la menace pour l'emploi et entravant le progrès social.

4/ La globalisation progresse de façon irrégulière pour les pays en développement. Certains pays comme ceux d'Asie s'intègrent à l'économie mondiale alors que de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique poursuivent des politiques tournées vers l'intérieur et voient leur économie stagner ou régresser.

5/ Les multiples indicateurs du programme des Nations Unies pour le développement montrent clairement un accroissement de l'espérance de vie,



un recul de la faim et de l'illettrisme dans les pays en développement. Toutefois, cette moyenne est faussée par l'explosion économique de la Chine, qui masque la réalité des pays en développement qui s'enfoncent dans la pauvreté.

6/ La mondialisation semble être source de progrès pour les pays puissants économiquement, mais l'écrasante majorité des petits pays n'a pas pu en bénéficier, car la libéralisation qui leur a été souvent imposée a eu des effets dévastateurs sur leur économie et leur situation sociale. De plus, les plus pauvres des pays riches n'en touchent pas les dividendes.

7/ Le Fond Monétaire International (FMI) a été créé à la suite des accords de Bretton Woods de 1944 pour jouer un rôle de stabilisateur de l'économie mondiale. Aujourd'hui, il est considéré comme le défenseur inconditionnel de la libéralisation du marché, sans jamais remettre en cause ses options face aux échecs des politiques qu'il a préconisées, arguant que les réformes de libéralisation ne sont pas allées assez loin.

1/ Instaurer la TVA sociale pour remplacer une partie des actuelles cotisations sociales - qui pénalisent les entreprises françaises, car les cotisations augmentent les prix à l'exportation et ne pèsent pas sur les importations - par une taxation assise sur la consommation.

2/ Assouplir le droit du travail pour favoriser la création d'emploi et l'accès au marché du travail. Cette mesure permettrait également d'accroître la sécurité pour les actifs, en réformant en profondeur les différents contrats de travail existants et en développant l'emploi «intermédié», avec une rémunération continue.

3/ Réformer les institutions internationales comme le FMI en renforçant le poids des pays pauvres au sein de l'organisation tout en recentrant ses missions.

4/ Réformer la Banque Centrale Européenne en élargissant les objectifs de la politique monétaire européenne à la croissance, la recherche du plein emploi et la lutte contre la pauvreté.

5/ Défendre la loyauté dans les relations commerciales internationales pour lutter contre les déséquilibres monétaires entretenus dans certains pays en voie de développement.

Appliquer des normes tarifaires équilibrant les termes de l'échange entre les pays ayant une politique environnementale ou le respect des droits du travailleur et ceux qui ne l'ont pas. Mettre en place un système aboutissant à rendre impossible une manipulation monétaire, ou permettant aux partenaires commerciaux d'en compenser les effets néfastes par des droits de douane.

6/ Renforcer l'aide au développement qui diminue depuis de nombreuses années, en évitant de déresponsabiliser les pays bénéficiaires, en soutenant la mise en place de politiques différentes d'aide au développement selon le pays et surtout en laissant au bénéficiaire la responsabilité de définir son programme de redressement.

7/ Instaurer un 5ème critère de convergence européen de lutte contre la pauvreté, aussi contraignant pour les pays membres de l'Union européenne que les critères de convergence économiques et financiers.

8/ Instaurer un Dividende Universel qui assure à chaque citoyen un revenu minimum tout au long de la vie.

janvier 2007

L'augmentation du PIB mondial n'induit pas le recul de la pauvreté :

- Le PIB mondial a progressé de 2,5% en moyenne par an depuis 25 ans.

- Le nombre de pays « très pauvres » a été multiplié par deux depuis 30 ans.



LES PROPOSITIONS

du Forum des Républicains Sociaux :

simples et réalistes